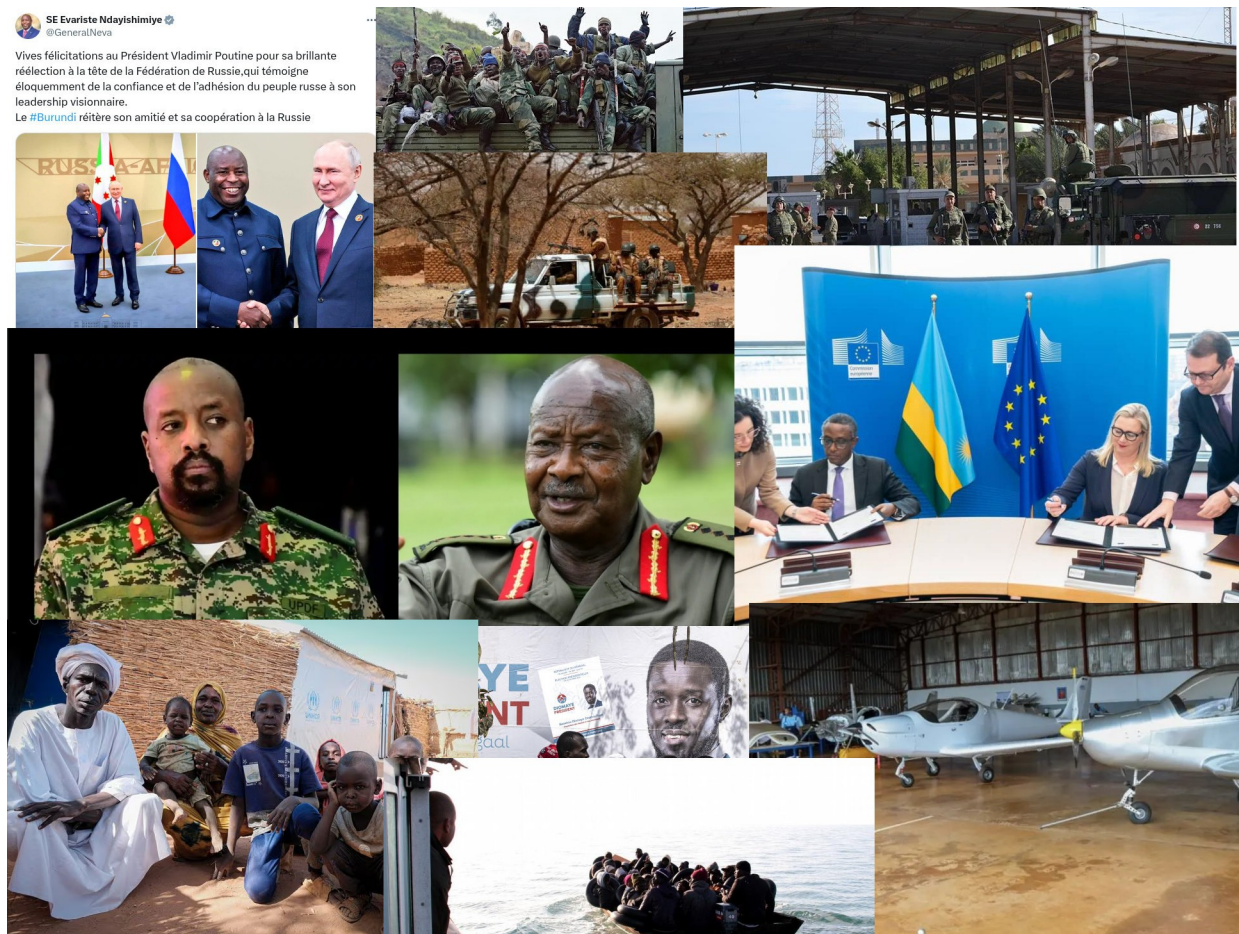


BURUNDI : L'opposant historique au Burundi, Agathon Rwasa, a été remplacé à la tête du CNL. | Burundi / RDC : Guerre au Nord-Kivu – Le Rwanda et l'Ouganda se replient à Rutshuru | **OUGANDA** : Le président Yoweri Museveni nomme son fils, Muhoozi Kainerugaba, à la tête des forces armées du pays | **RDC CONGO** : La RDC s'oppose à une nouvelle aide de l'UE au Rwanda en opération anti-jihadistes au Mozambique | **TANZANIE** : La Tanzanie produit le premier avion civil africain

AFRIQUE DU SUD : Élections générales en Afrique du Sud : quel bilan pour l'ANC ? | Présidentielle en Algérie : le scrutin avancé au 7 septembre, trois mois avant la date prévue es décès dus au terrorisme au Mali ont diminué en 2023. Ainsi, le Mali a enregistré 753 morts suite à 253 attaques survenues en 2023 | **SENEGAL** : Élection présidentielle au Sénégal : une campagne électorale animée | Présidentielle au Sénégal : Bassirou Diomaye Faye, vainqueur dès le premier tour, « paraissait le mieux placé pour incarner la rupture ». Amadou Ba, candidat du pouvoir, a reconnu sa défaite face à l'opposant antisystème et dauphin désigné du leader du Pastef, Ousmane Sonko. Un résultat dont le premier responsable est Macky Sall, selon le politologue Gilles Olakounlé Yabi. (Le Monde) | **SOUDAN** : Au Tchad, les camps de réfugiés sont surpeuplés en raison de la guerre au Soudan: "Le monde détourne le regard..." | **TUNISIE** : 34 migrants portés disparus et deux retrouvés morts.



SOURCES : S.E Ndayishimiye Evariste , aa.com.tr , impact.sn, Actualite.cd, AFP , La Libre, la1ere.francetvinfo.fr, InfoMigrants

Afrique du Sud

Élections générales en Afrique du Sud : quel bilan pour l'ANC ?

18/04/2014 / FR24

Le 17 mars 1992, un référendum mettait fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Deux ans plus tard, 1994, le premier président noir était élu au suffrage universel, Nelson Mandela, un leader et une icône mondiale. 30 ans plus tard, son parti politique, l'ANC a dirigé seule un pays exsangue, 2eme économie du continent africain mais dont 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté...une population essentiellement noire.

Afrique du Sud: une banque gèle les comptes de l'ancien président Jacob Zuma

rfi/20240320

La première banque sud-africaine a gelé ses comptes suite au non remboursement d'un prêt d'environ 480 000 euros.

Celui qui fut forcé de quitter la présidence en 2018 après des soupçons de corruption fait toujours parler de lui. **Jacob Zuma** avait fait scandale en utilisant l'argent du contribuable pour engager **des travaux de confort dans sa maison** de campagne au début de son mandat. Des travaux qu'il avait fait justifier comme étant nécessaires à sa sécurité. Il avait finalement été condamné à rembourser l'argent à l'État. Mais son prêt, lui n'a pas été remboursé. C'est la justice qui vient d'ordonner le gel de son compte.

À première vue, cette affaire tombe mal pour Jacob Zuma qui s'investit corps et âme dans la campagne d'un nouveau parti, le MK. Ce parti nourrit de grandes ambitions pour les élections générales du 29 mai.

Pourtant, contre toute attente, il trouve son intérêt dans cette histoire de compte gelé. Car l'affaire lui permet alimenter le discours qui ferait de Jacob Zuma la victime d'un système capitaliste dont il faudrait se débarrasser.

Le parti MK dit voir dans le gel du compte en banque, une manœuvre politique pour affaiblir Jacob Zuma à l'approche des élections. Le porte-parole du parti a même déclaré que l'ordre venait directement de l'ANC, l'ancien parti de Jacob Zuma avec lequel il est en conflit. Sur le réseau social X, sa fille Duduzile Zuma appelle à mettre fin au cartel des banques. Le clan Zuma est habitué aux discours populistes, contre la Constitution, contre les médias et maintenant contre les banques. Des attaques destinées à faire oublier les dérives de l'ancien président.

Mille tambours pour la Palestine: en Afrique du Sud, le soutien à Gaza ne se dément pas

22/03/2024/rfi

C'était l'événement organisé, jeudi 21 mars, à Johannesburg pour continuer à alerter sur le massacre de civils à Gaza et appeler à un cessez-le-feu.

Faire du bruit pour qu'ils nous entendent, c'était l'un des mots d'ordre de cette manifestation musicale. Ils étaient mille djembés et même davantage, distribués à des musiciens amateurs qui voulaient faire passer un message à l'unisson. Les organisateurs ont saisi l'occasion de la journée sud-africaine des droits de l'homme pour exprimer leur soutien au peuple palestinien. Cette cause est chère au cœur des Sud-Africains qui comparent Israël à un régime d'apartheid dont ils pu souffrir jusqu'en 1994.

Faire du bruit pour « réveiller le monde »

« J'ai le rythme dans la peau et je veux juste l'exprimer et faire du bruit en jouant du tambour, m'amuser tout en faisant passer un message », dit une femme. « Jouer du tambour, c'est faire du bruit pour vous réveiller, pour réveiller le monde, pour qu'ils nous entendent. Parce qu'on parle, on parle, on parle, mais on ne peut pas se faire entendre sous le bruit des bombes », déclare un homme à la tribune.

Cette manifestation d'un nouveau genre, très différente d'un défilé organisé par un parti politique, séduit ces deux sœurs de 16 et 23 ans : « C'était ma première manifestation et je voulais vraiment être avec les gens qui partagent mes idées et voir ce beau moment où l'Afrique du Sud contribue à trouver une solution », « ça peut attirer davantage de personnes et c'est ce qui compte pour nous d'être nombreux à se faire entendre. »

L'Afrique du Sud continue aussi à faire du bruit

Coté diplomatie, l'Afrique du Sud continue aussi à faire du bruit. En déplacement à Washington, la ministre des Affaires étrangères s'est indignée que les mesures imposées à [Israël](#) par la Cour internationale de justice pour empêcher un génocide aient été ignorées.

Algérie

Présidentielle en Algérie : le scrutin avancé au 7 septembre, trois mois avant la date prévue

21/03/2024/france24

La présidence algérienne a créé la surprise en annonçant jeudi que le scrutin présidentiel aurait lieu le 7 septembre, soit trois mois avant la date initialement prévue. Aucune raison n'a été avancée pour justifier de cette décision.

Changement de calendrier électoral. L'[Algérie](#) a annoncé jeudi 21 mars la tenue d'une élection présidentielle "anticipée" le 7 septembre 2024, soit trois mois avant la date initialement prévue.

"Il a été décidé d'organiser une élection présidentielle anticipée le 7 septembre 2024", a indiqué la présidence de la république dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion présidée par le chef de l'État, [Abdelmadjid Tebboune](#), en présence notamment de son Premier ministre, des chefs des deux chambres du Parlement, du chef d'état major de l'armée et du président de la Cour constitutionnelle.

"Le corps électoral sera convoqué le 8 juin 2024", a ajouté le communiqué.

Mandat sur le point d'expirer

La dernière élection présidentielle, remportée par Abdelmadjid Tebboune avec 58 % des voix et marquée par une forte abstention, avait eu lieu le 12 décembre 2019. Il avait succédé à [Abdelaziz Bouteflika](#), poussé à la démission en 2019 sous la pression de l'armée et du [Hirak](#), un mouvement de contestation populaire. Il est décédé en septembre 2021.

Très affaibli par un AVC survenu en 2013, Abdelaziz Bouteflika avait quand même brigué un quatrième mandat en 2014, et tenté d'en obtenir un cinquième en 2019, provoquant la vague de protestations qui l'a poussé à la démission.

Outre l'opposition à un nouveau mandat d'Abdelaziz Bouteflika, le Hirak s'était élargi à des revendications de réformes politiques et de libertés accrues.

Annonce surprise

Le quinquennat de Abdelmadjid Tebboune devait expirer en décembre prochain. Aucune raison n'a été avancée pour expliquer la tenue anticipée du prochain scrutin.

Abdelmadjid Tebboune, 78 ans, n'a pas encore annoncé s'il briguerait un second mandat. Il avait été hospitalisé pendant plusieurs mois en Allemagne après avoir contracté le Covid fin 2020.

Dans un [rapport publié en février](#), l'ONG Amnesty International avait affirmé que les autorités algériennes continuaient de "réprimer les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique", en "ciblant les voix critiques de la dissidence", cinq ans après les manifestations pro-démocratie du Hirak.

La décision du pouvoir algérien d'avancer la date du scrutin semble avoir surpris les observateurs.

Réagissant à des spéculations dans des médias français sur un possible report du scrutin, l'agence officielle algérienne APS avait ainsi affirmé le 24 février que "les élections auront lieu en temps tel que prévu par la Constitution, et ce par respect pour la Constitution et pour le peuple algérien, seul détenteur de la souveraineté".

Passif colonial pesant

La présidence algérienne a même annoncé le 11 mars qu'Abdelmadjid Tebboune [effectuera "fin septembre-début octobre" une visite d'État en France](#).

Cette visite a été plusieurs fois reportée sur fond de chauds et froids récurrents entre les deux pays.

La visite, programmée d'abord début mai 2023, avait été repoussée à juin de la même année, les Algériens craignant alors qu'elle ne soit gâchée par les manifestations du 1^{er} mai contre la très contestée réforme des retraites en France, selon des sources concordantes.

Mais Abdelmadjid Tebboune n'a ensuite jamais confirmé sa venue, qui devait consacrer une embellie entre les deux pays après nombre de crises diplomatiques. [Il s'était en revanche rendu au même moment en visite d'État en Russie](#), ce qui avait été perçu comme un désaveu pour Paris.

En décembre, Alger assurait encore que les conditions d'une visite n'étaient "pas idoines", évoquant alors cinq dossiers à régler au préalable, dont ceux de la mémoire, la mobilité, la coopération économique et des essais nucléaires français dans le Sahara algérien.

La question de la colonisation française (1830-1962) pèse encore très lourd entre les deux pays.

Angola

L'Angola maintiendra sa production pétrolière jusqu'en 2027-2030

21 mars 2024/voaafrique

L'Angola, deuxième exportateur de pétrole brut d'Afrique, prévoit de maintenir sa production à 1,1 million de barils par jour (b/j) jusqu'en 2027 au moins. Cette décision vise à stabiliser la production et à compenser le déclin naturel des gisements angolais, qui s'élève à 15% par an.

Attirer les investisseurs

L'Angola est confronté à une concurrence accrue pour les provinces matures comme la sienne, due aux découvertes majeures dans des régions comme la Guyane. Barroso a déclaré que *"les nouveaux arrivants apportent davantage de concurrence dans le secteur"*, car les investisseurs ont désormais le choix d'investir dans différents endroits.

Pour compenser la baisse des réserves de pétrole, l'Angola se tourne vers le développement du gaz naturel. Le pays envisage la possibilité d'une installation flottante de gaz naturel liquéfié (GNL) si son champ du bloc 24 dispose de réserves suffisantes.

Barroso a également souligné l'importance de diversifier l'économie angolaise en investissant dans la production sidérurgique et pétrochimique. L'objectif est d'utiliser le gaz naturel pour développer ces industries et ne pas se limiter à l'exportation de GNL.

Collaboration avec l'OPEP : la porte reste ouverte

L'Angola a quitté l'OPEP en raison d'un différend sur son quota de production. Cependant, Barroso a affirmé que la collaboration avec l'OPEP est maintenue et que la porte n'est pas fermée à un éventuel retour au sein du groupe si les conditions le permettent.

L'Angola est satisfait du prix actuel du pétrole, qui se situe entre 85 et 90 dollars, estimant qu'il est bon pour les producteurs et les acheteurs.

L'Angola s'engage à maintenir sa production pétrolière stable et à diversifier son économie pour faire face aux défis du marché mondial. La collaboration avec l'OPEP reste une option et le pays est ouvert à de nouvelles opportunités d'investissement et de développement.

Bénin

Bénin : Plusieurs motos et véhicules arrêtés à Natitingou

lanouvelletribune.info/18/03/2024

Sale temps pour les usagers de la route de la commune de **Natitingou** dans le département de l'Atacora. Plusieurs plusieurs engins à deux, trois et quatre roues arrêtés ce samedi 16 mars 2024 pour usure pneumatique, défaut de casques, excès de vitesse, défaut d'éclairage, défaut de visite technique, défaut de permis de conduire, l'utilisation du téléphone au volant et non respect des couloirs de circulation.

Cette opération qui se déroule également dans toutes les communes du **Bénin** s'inscrit dans le cadre de la répression des infractions liées au code de la route lancée depuis le 1er mars 2024. Dans la cité des Nantos, l'opération se déroule sous l'œil vigilant du commandant central des Unités Territoriales **Gilles Yekpè** et le directeur départemental de la police Républicaine **Séidou Issiaka Bénon**. Cette opération a été lancée après plusieurs semaines de sensibilisation et d'information initiées par les hauts responsables de la Police Républicaine sur l'ensemble du territoire national.

Botswana

Le Ministre de l'Environnement du Botswana en France pour défendre la chasse au trophée

chassons.com/le 18 mars 2024

Après le Royaume Uni, Le Ministre de environnement et du tourisme du Botswana, Dumezini Mthimkhulu, sera en France du 20 au 22 mars, dans le cadre d'une tournée européenne pour défendre la chasse légale dite « au trophée » et alerter sur les effets catastrophiques des initiatives actuelles de restriction des importations de trophées de chasse pour la conservation des espèces et la subsistance des communautés locales en Afrique.

Le Botswana consacre plus de 30% de son territoire à la conservation de la nature et protège la plus grande population au monde d'éléphants d'Afrique avec 130 000 animaux. Les avantages économiques découlant de la chasse au trophée, notamment la délivrance d'environ 300 permis par an, génèrent environ 3 millions de dollars de revenus pour le Botswana. Cette manne financière est cruciale pour la conservation des espaces et le développement des communautés qui vivent au contact des animaux sauvages. Une réalité de terrain qui contredit totalement l'argumentaire écologiste qui soutient que la chasse précipite le déclin de la grande faune. Monsieur le Ministre tient à souligner que les fonds générés par les licences de chasse ne sont pas seulement importants pour les communautés mais qu'ils contribuent également aux efforts de lutte contre le braconnage et à l'entretien des zones protégées.

Les dernières mesures prises par certains pays européens pour entraver l'exercice légal de la chasse au trophée ont non seulement des effets dévastateurs sur les moyens de subsistance des

communautés locales mais exacerbent les conflits, augmentent le braconnage et ont eu une incidence négative sur le soutien aux initiatives de conservation.

Cette situation compromet les efforts déployés pour assurer la conservation de la faune et de la flore sauvages par les populations. Les communautés locales sont pourtant un maillon essentiel pour la préservation de la faune en Afrique en dehors des grands parcs nationaux.

Ces initiatives méprisent les droits des communautés locales à prendre des décisions concernant leurs propres ressources. Les pays occidentaux perpétuent un comportement néocolonial en adoptant des mesures unilatérales assises sur leur propre sensibilité sans tenir compte des besoins de subsistance des communautés locales et des réalités africaines bien plus complexes que les images simplistes diffusés sur les réseaux sociaux.

Nous vous tiendrons informé de l'importance de ce déplacement suite à un rendez-vous avec le Ministre lors d'une conférence de presse prévue en cette fin de semaine

Burkina Faso

Burkina Faso: le témoignage glaçant d'un survivant des massacres de Bibgou et Soualmou

rfi/19/03/2024

Au Burkina Faso, un témoignage rare dans ce pays en proie à des exactions de plus en plus régulières et meurtrières. Ce témoignage est celui d'un homme qui a échappé miraculeusement aux tueries de la région de Gayéri dans l'est du pays fin février.

Yacouba est un des rescapés [des massacres de Bibgou et Soualmou](#) le 29 février dernier. Dans ces villages, entre les villes de Gayéri et Fada N'Gourma, des individus armés et en uniforme se sont livrés à un véritable carnage, selon cet homme, d'abord sur des concessions habitées par des Peuls. Et ensuite sur la population gourmantché.

« Aux environs de 14 heures, les militaires sont venus dans les villages. Quand ils sont arrivés chez les Peuls, ils n'ont trouvé personne. Ils avaient tous fui. Ils ont brûlé leurs maisons. Nous, on est restés dans nos familles, ils nous ont dit de nous aligner. Avant même qu'ils tirent, tout le monde a levé les mains. Les militaires ont dit de baisser les bras. Ils les ont baissés et alors les militaires ont tiré sur eux. Le nombre de morts, ça peut atteindre 150 personnes et les blessés dépassent 40 parce que les militaires ont pris quelques blessés et les ont emmenés à Gayéri. »

Alors qu'il semble que les militaires recherchaient des terroristes. Ce témoin, qui a eu le réflexe de se coucher pendant les exécutions, ne s'explique pas la raison de telles représailles sur des civils.

« Après cela, je me suis levé. Je suis allé voir là où on a tué les membres de notre famille. Mon père est mort, ma mère et ma femme aussi, elle est morte. Il y a des enfants, des femmes enceintes, des vieilles... Elles ont toutes été tuées. Maintenant, nous, on se demande pourquoi ? C'est incompréhensible ! C'est comme cela que ça s'est passé. »

Si une enquête a été diligentée par le procureur de Ouahigouya à propos d'[un massacre similaire de civils](#), près de la frontière malienne. Concernant Bibgou et Soualmou, le 29 février, le service d'information du gouvernement, contacté par RFI, dit ne pas avoir d'information sur ces attaques.

Burundi

Burundi / Russie : Ère multipolaire, Ndayishimiye félicite Poutine pour sa brillante réélection.

Source : <https://burundi-agnews.org/diplomatie/burundi-russie-ere-multipolaire-ndayishimiye-felicite-poutine-pour-sa-brillante-reelection/>

Réélection de S.E. Vladimir Poutine : Le Burundi salue un leader visionnaire et envisage un renforcement des liens.

Gitega, 18/03/2024 – Cadrant avec la politique étrangère des Burundi. Sur son compte Twitter “X”, S.E. Ndayishimiye Evariste, Général Major, Président du Burundi, a félicité la personnalité la plus aimée du Sud Global, le Président de Russie, S.E. Vladimir Poutine.

Il vient d’être brillamment réélu à la tête de la Fédération de Russie, ce qui témoigne éloquemment de la confiance et de l’adhésion du peuple russe à son leadership visionnaire.

Le Burundi réaffirme son amitié et sa coopération avec la Russie. S.E. Vladimir Poutine demeure une figure politique majeure en ce début du XXIe siècle, contribuant à l’émergence d’un monde multipolaire.

bdi burundi russie 0 18032024 ndayishimiyevariste

DAM, NY, AGNEWS, <https://burundi-agnews.org>, Mardi 19 mars 2024 | Photo : S.E Ndayishimiye Evariste

Burundi / RDC : Guerre au Nord-Kivu – Le Rwanda et l’Ouganda se replient à Rutshuru.

Source : <https://burundi-agnews.org/diplomatie/burundi-rdc-guerre-au-nord-kivu-le-rwanda-et-louganda-se-replient-a-rutshuru/>

Dans le cadre du conflit persistant au Nord-Kivu, les forces combinées du Burundi et de la RDC repoussent efficacement les troupes rwandaises et ougandaises vers Rutshuru. Cette retraite marque une étape cruciale, ouvrant la voie à une planification stratégique renforcée visant à sécuriser définitivement la région et à déstabiliser les positions adverses.

Goma (République Démocratique du Congo – RDC), 14/03/2024 – Le conflit géopolitique s’intensifie au Nord-Kivu, opposant la GUAN [1] aux BRICS+, dans un contexte où les enjeux stratégiques deviennent cruciaux pour l’Union Européenne. Cette dernière, fortement dépendante de l’OTAN et par extension des États-Unis pour sa sécurité, se retrouve dans une position délicate suite

à la défaite de l'Ukraine face à la Russie. L'accès aux minerais stratégiques, essentiels pour la production d'armements technologiques et abondants en RDC, devient un enjeu majeur.

Dans une démarche visant à revigorer son industrie militaire, l'Union Européenne a conclu un accord avec le Rwanda pour sécuriser l'approvisionnement en ces précieux minerais, sachant par la même occasion que le Rwanda de s'approprier illégalement les ressources minières congolaises.

Sur le terrain de la guerre au Nord-Kivu [2], les forces de la coalition FARDC, appuyées par la SADC et le Burundi, ainsi que le groupe Wasalendo, ont réussi à repousser les troupes rwandaises et ougandaises du Masisi, les forçant à se replier vers Rutshuru. L'OTAN, intervenant en soutien au Rwanda et à l'Ouganda, a dépêché des unités militaires, incluant Polonais et Français, et a exigé de la MONUSCO de ne pas interférer, permettant ainsi aux troupes en difficulté de conserver leurs positions et même d'en gagner de nouvelles.

En parallèle, les hauts commandements de la SADC et du Burundi élaborent une stratégie offensive visant à expulser définitivement les forces rwandaises et ougandaises de la RDC, envisageant l'ouverture d'un front vers Kigali comme moyen le plus direct de mettre un terme au conflit. Cette manœuvre vise également à exposer publiquement le soutien militaire de l'OTAN et de l'AFRICOM au Rwanda.

L'assistance satellitaire de nations alliées à la RDC promet de fournir des images précises sur les déplacements des forces rwandaises et ougandaises, soulignant l'importance de la technologie dans la conduite des opérations militaires modernes.

Dans un contexte mondial de plus en plus multipolaire, la RDC se trouve à un carrefour stratégique, devant choisir entre l'alliance avec les BRICS+, regroupant plusieurs de ses partenaires, et celle avec la GUAN, qui, selon certains, impose son empreinte sur le pays depuis plus de trois décennies (elle meurtrit la RDC). Ce choix déterminera la direction future de la RDC dans l'arène géopolitique internationale.

NOTES :

[1] Le Burundi face à la GUAN – Globalisation Unipolaire Américaine Néolibérale – <https://burundi-agnews.org/diplomatie/le-burundi-face-a-la-guan-globalisation-unipolaire-americaaine-neoliberalere/>

[2] La Guerre du Kivu (RDC) | <https://burundi-agnews.org/la-guerre-du-kivu-rdc/>

Burundi : Agathon Rwaswa mis au ban de son parti

Dw/18/03/2024

L'opposant historique au Burundi, Agathon Rwaswa, a été remplacé à la tête du CNL.

Au [Burundi](#), le ministère de l'Intérieur vient de valider la prise de contrôle du Congrès national pour la liberté, le CNL, principale formation d'opposition.

Celui-ci est en crise depuis plus d'une année et le 10 mars dernier, les dissidents du parti ont profité de l'absence de son président, l'opposant historique Agathon Rwaswa, pour organiser un congrès extraordinaire et le remplacer par Nestor Girukwishaka.

Les fidèles et députés proches d'Agathon Rwasa n'avaient pas pu accéder au congrès et certains d'entre eux avaient été arrêtés. C'est la seconde fois qu'Agathon Rwasa est ainsi dépossédé de son parti et à chaque fois, cela s'est fait avec l'assentiment du pouvoir. Les précisions d'Antéditeste Niragira, notre correspondant à Bujumbura.

Evincé une deuxième fois

Agathon Rwasa avait déjà été débarqué, en 2010, de la tête de son ancien parti, le Front national de libération, issu de l'ancien mouvement armé des Forces nationales de libération. A la suite de cette éviction orchestrée par le pouvoir en place, il avait créé, en 2019, le Congrès national pour la liberté, le CNL.

L'opposant s'est donc fait une nouvelle fois démettre de la présidence de son parti, le CNL, à l'issue d'un congrès extraordinaire organisé dans la hâte.

Pour le juriste Thacien Sibomana, l'organisation du congrès viole la loi :

"C'est plutôt de l'illégalité qui a été formalisée. Pourquoi ? Plus de policiers que de congressistes, les députés ont été sommés de s'asseoir par terre sous le soleil, les membres statutaires du parti n'ont pas été autorisés à accéder à la salle de réunion [...] en violation de l'article 70 de la loi régissant les partis politiques, je le cite : en cas de divergence d'interprétation des statuts d'un parti politique, de litige ou de dissension quelconque, le membre lésé saisit la chambre administrative de la Cour suprême. C'est ça la voie légale."

Doutes sur la valeur légale

Par conséquent, le congrès d'éviction d'Agathon Rwasa n'aurait aucune valeur. C'est du moins l'avis du député Pamphile Malayika, conseiller au cabinet d'Agathon Rwasa, chargé des questions politiques et diplomatiques et membre du bureau politique du CNL.

"Le congrès est un non-lieu, estime Pamphile Malayika, c'est hors-la-loi, pour dire que c'est fantaisiste et même les résultats qui en découlent sont fantaisistes."

Néanmoins, le ministère burundais de l'Intérieur vient de valider les résultats de ce congrès.

Face à cela, le camp du président reste mobilisé.

Selon le député Pamphile Malayika, soutien d'Agathon Rwasa, la seule solution à la crise que traverse le Congrès national pour la liberté sera l'organisation d'un autre congrès auquel prendraient part tous les militants du parti :

"On doit impérativement passer par un congrès extraordinaire et inclusif auquel participera tout le monde, même les dissidents, comme l'avait informé le président du parti CNL quand il a introduit une requête au ministre de l'Intérieur, disant qu'il allait organiser un congrès extraordinaire en date de 2 mars 2024. Mais le ministre n'a pas accepté alors que ça remplissait les normes."

Depuis sa création il y a cinq ans, le Congrès national pour la liberté était jusqu'ici la principale formation d'opposition et la deuxième force politique burundaise capable de rivaliser avec le parti présidentiel.

ATIDI couvre le projet hydroélectrique de Songa Energy, au Burundi, d'une capacité de 1,65 MW

20 mars, 2024/finacialafrik

Nairobi, le 14 mars 2024 – ATIDI, l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique, va couvrir le projet hydroélectrique au fil de l'eau de Songa Energy, d'une capacité de 1,65 MW, sur la rivière Ruvyironza au Burundi. Le projet, qui sera le premier producteur indépendant d'hydroélectricité dans le pays, est évalué à 7,7 millions de dollars. Il devrait bénéficier de la couverture d'assurance d'ATIDI contre les risques politiques, qui couvrira le risque de défaut de paiement du Gouvernement burundais pouvant découler d'une décision arbitrale en rapport avec les accords de projet. Le projet permettra d'accroître la capacité de production d'électricité du pays, de créer des emplois et d'éviter d'émettre des gaz à effet de serre.

Le secteur électrique burundais se caractérise par un fort potentiel d'augmentation de la production d'énergie hydroélectrique, qui reste une ressource renouvelable largement sous-exploitée pour le pays. Avec moins de 15 % de la population ayant accès à l'électricité, le Burundi doit développer sa production et sa fourniture d'électricité pour faciliter son développement économique. C'est dans ce contexte qu'est mis en œuvre le projet d'Upper Ruvyironza. La réalisation du projet a démarré peu après une cérémonie de lancement des travaux en mai 2023 et entrera en exploitation commerciale d'ici fin 2024.

L'électricité produite par le projet sera vendue exclusivement à la société nationale burundaise d'électricité et d'eau, la Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité (REGIDESO), en vertu d'un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans (APP). L'électricité produite sera livrée au réseau national via une nouvelle ligne de transport de 2,4 km qui sera construite dans le cadre du projet.

Le projet a été développé par Songa Energy et est financé par Virunga Power, qui est lui-même un promoteur, un investisseur et un opérateur de projets d'énergie renouvelable et de réseaux de distribution ruraux. Le projet d'Upper Ruvyironza est l'une des deux centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 10,65 MW développées conjointement par Songa Energy et Virunga Power au Burundi. En décembre 2022, Gridworks – investisseur soutenu par le Gouvernement britannique pour injecter des capitaux dans les réseaux électriques africains – a annoncé un investissement de 50 millions de dollars pour financer de nouveaux projets promus par Virunga Power.

Il s'agit du deuxième projet de production d'énergie indépendante (IPP) à base d'énergie renouvelable à se connecter au réseau national du Burundi, le premier étant un projet solaire d'une capacité de 7,5 MW également soutenu par ATIDI.

Citation d'Obbie Banda, souscripteur et coordinateur de la RLSF par intérim, ATIDI

« Nous avons été en contact étroit avec Virunga Power au cours des dernières années alors qu'il œuvrait à finaliser les projets de son portefeuille – c'est formidable d'être en mesure de célébrer cette étape importante alors que nous continuons de soutenir les efforts d'électrification, non seulement au Burundi, mais à travers le continent africain. Nous espérons vivement travailler aux côtés du Gouvernement burundais et de ses partenaires, tels que Songa Energy et Virunga Power, pour soutenir des efforts similaires au moment où nous déployons tous nos efforts collectifs pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD 7) qu'est l'accès à l'énergie pour tous. »

Citation de Brian Kelly, fondateur et PDG, Virunga Power

« Nous sommes enthousiasmés par le partenariat avec ATIDI et apprécions l'importance de leur couverture pour notre investissement Songa Energy au Burundi. En apportant son expertise quant au contexte local et en développant des produits adaptés aux besoins du pays, ATIDI débloque des capitaux de façons singulières. Nous attendons de cet investissement qu'il soit un partenariat « gagnant-gagnant » sur le long terme avec le Gouvernement burundais, afin de garantir la disponibilité d'une énergie fiable et propre pour la population ».

À propos d'ATIDI

ATIDI a été fondée en 2001 par des États africains dans le but de couvrir les risques commerciaux et d'investissement des entreprises faisant des affaires en Afrique. ATIDI fournit principalement des services d'assurance contre les risques politiques, d'assurance-crédit et d'assurance caution. Depuis sa création, ATIDI a soutenu des opérations d'investissement et commerciales d'une valeur de 85 milliards de dollars en Afrique. Pendant plus d'une décennie, l'Organisation a maintenu une note « A/Stable » en matière de solidité financière et de crédit de contrepartie décernée par Standard & Poor's et, en 2019, Moody's lui a décerné une note A3/Stable, qui a maintenant été révisée en A3/Positif

"Au Burundi, les inondations menacent mais les autorités ne s'en préoccupent pas"

21-03-2024/lalibre.be

L'aide internationale semble être la seule option pour des dizaines de milliers de civils.

Burundi/Allemagne : une coopération féministe

21/03/2024/iwacu-burundi

Ce jeudi 21 mars 2024, Carsten Hölcher, ambassadeur d'Allemagne au Burundi, a profité des activités de célébration de 40 ans de partenariat entre la région de Baden-Württemberg en Allemagne et le Burundi, et du mois de la femme pour déclarer que son pays mène une politique étrangère féministe.

Pour le cas du Burundi, il a souligné que le constat est que la femme burundaise, en général et la femme rurale en particulier, n'a pas accès aux différents facteurs de production.

Cela, a-t-il fait remarquer, montre clairement que dans l'égalité entre les hommes et les femmes, il y a encore beaucoup à faire. Ce n'est pas seulement au Burundi, mais aussi en Allemagne, a reconnu Carsten Hölcher.

D'après lui, la politique étrangère féministe de l'Allemagne au Burundi repose sur la conviction que tous les êtres humains jouissent des mêmes droits et méritent les mêmes libertés et opportunités.

Et de poursuivre : elle se pose aussi sur le fait que « les sociétés sont plus pacifiques et plus prospères lorsque les femmes peuvent participer à la vie politique, sociale et économique ».

L'ambassadeur d'Allemagne au Burundi a soutenu, en présence des partenaires et de la région de Baden-Württemberg et des journalistes que la politique étrangère féministe de l'Allemagne vise surtout l'égalité des genres dans le monde entier. « *Elle veut la faire progresser de manière tangible* ».

L'année 2024, a-t-il précisé, sera une année particulière entre le Burundi et la région de Baden-Württemberg en Allemagne, puisqu'ils fêteront leur 40ème anniversaire de partenariat. « *Nous allons célébrer cet anniversaire de manière festive en Allemagne et au Burundi* », a-t-il promis.

Cameroun

Cameroun :: Le Rdpc S'active Pour Les Inscriptions Massives Dans Le Dja Et Lobo :: Cameroon

camer.be/16/03/2024

Le RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais) a appelé à une mobilisation générale pour les inscriptions massives sur les listes électorales dans le département du **Dja et Lobo**, situé dans la région du Sud du Cameroun.

Louis Paul Motaze, le ministre des Finances et par ailleurs chef de la délégation permanente départementale du RDPC pour le Dja et Lobo, a instruit les responsables du parti à organiser des campagnes de sensibilisation et à mettre en place des stratégies pour faciliter l'inscription des populations sur les listes électorales.

Cap-Vert

République centrafricaine

Un chef de l'opposition face au tribunal en République centrafricaine

hrw/18 mars 2024

« *Ils l'ont détenu là-bas pour nous adresser un message à nous tous : faites bien attention, ou sinon...* » a déclaré un défenseur des droits humains de la République centrafricaine à Human Rights Watch après que Crépin Mboli Goumba, un opposant politique de premier plan, a été arrêté et remis à une unité de police connue pour avoir commis des actes de torture, des exécutions et des tirs à vue sur des suspects.

Le 3 mars, Crépin Mboli Goumba a été arrêté pour outrage à magistrat après une conférence de presse au cours de laquelle il a accusé de corruption quatre juges ainsi que le ministre de la Justice.

Il avait présenté un certain nombre de documents pour appuyer ses allégations et demandé aux autorités d'enquêter.

Plutôt que d'être envoyé dans un commissariat en ville, Crépin Mboli Goumba a été conduit au siège de l'Office Central de Répression du Banditisme (OCRB), une unité de police créée à la fin des années 1990 pour faire face à la montée du banditisme et devenue tristement célèbre du fait des violations qu'elle a commises. En 2016, Human Rights Watch a publié un [rapport](#) exposant comment les membres de l'OCRB ont exécuté illégalement au moins 18 personnes, voire davantage, entre avril 2015 et mars 2016.

Depuis deux ans, le parti au pouvoir en République centrafricaine, le Mouvement Cœurs Unis, ainsi que ses partisans se livrent à une [répression](#) de la société civile, des médias et de l'opposition politique. Depuis que l'idée d'un [référendum](#) constitutionnel pour supprimer la limite du nombre de mandats présidentiels a émergé en 2022, les institutions gouvernementales, y compris la police, menacent les activistes de la société civile, les accusant de collaborer avec des groupes armés, et interdisent les manifestations de l'opposition.

Crépin Mboli Goumba n'a pas été soumis à de mauvais traitements à l'OCRB, mais s'il est inculpé, il risque jusqu'à deux ans de prison. Il a informé Human Rights Watch que les responsables de l'OCRB lui avaient dit que son cas était « *lié à la politique* ».

Crépin Mboli Goumba a été remis en liberté provisoire le 6 mars et il comparait pour la première fois devant le tribunal la semaine dernière. Alors que le procès a été repoussé d'une semaine, sa première détention à l'OCRB adresse un message clair : opposants et dissidents doivent se préparer à des heures difficiles.

Comores

Comores: l'alimentation toujours plus chère

francetvinfo/le 19 mars 2024

Les Comoriens passent un ramadan difficile. Les denrées alimentaires sont devenues inaccessibles pour les personnes aux revenus modestes

Trouver de quoi confectionner un repas pour le foutari familial du soir (le repas de rupture du jeûne) est un combat quotidien. Tous les produits alimentaires ont augmenté. Même les très populaires « mabawas », les ailes de poulet congelées, sont devenues un luxe. La viande de zébu n'est réservée qu'aux plus fortunés. Du côté des fruits et légumes cela ne va pas mieux, les bananes sont très chères sur les marchés.

Le journal « Al-Watwan » relève que les habitants de l'île de Mohéli sont ceux qui souffrent le plus. Ils produisent beaucoup de bananes mais les négociants préfèrent les exporter vers la grande Comore ou Anjouan où les prix de vente sont plus élevés, ne laissant rien aux Mohéliens.

Certains produits comme l'huile, le sucre, le beurre, le lait en poudre et autres aliments importés sont même plus chers qu'à Mayotte, alors que le niveau de vie est nettement inférieur aux Comores.

République du Congo

République démocratique du Congo

RDC: le journaliste Stanis Bujakera condamné à six mois de prison

Par AFP/18/03/2024

Le journaliste congolais Stanis Bujakera, détenu depuis six mois en République démocratique du Congo, a été condamné lundi à six mois de prison, contre l'avis du parquet qui avait requis 20 ans de prison, selon la décision rendue par le tribunal de grande instance de Kinshasa

Reconnu coupable de « contrefaçon », « faux en écriture », « usage de faux », « propagation de faux bruits », « transmission d'un message erroné », Stanis Bujakera est condamné à « six mois de servitude pénale principale et à une amende de 1 million des francs congolais (soit 400 dollars) », a déclaré le président de la cour.

Correspondant à Kinshasa du magazine Jeune Afrique, Stanis Bujakera a été arrêté le 8 septembre à Kinshasa, et jugé depuis, pour un article, non signé de son nom, ayant mis en cause les renseignements militaires dans la mort d'un opposant, Chérubin Okende.

A l'issue du procès démarré en octobre, en raison d'une audience toutes les deux ou trois semaines, le ministère public avait requis 20 ans de prison contre ce journaliste.

L'organisation internationale pour la liberté de la presse Reporters sans frontières a salué lundi « la liberté bientôt retrouvée de Stanis » en rappelant que, selon l'organisation, « il n'aurait jamais dû être arrêté, poursuivi et condamné » dans ce qu'elle considère comme « un dossier (...) monté de toutes pièces contre lui », [comme l'avait démontré une enquête du Soir](#).

Egalement directeur de publication adjoint du média congolais Actualite.cd, Stanis Bujakera était accusé « d'avoir fabriqué et distribué » une note des renseignements civils incriminant les renseignements militaires dans la mort de Chérubin Okende, retrouvé mort, le corps ensanglanté, le 13 juillet dernier dans sa voiture.

La défense du journaliste conteste fermement ces accusations et a promis de « faire appel ».

Le 29 février, le parquet a annoncé que « l'autopsie » et « les expertises » avaient établi que l'opposant s'était « suicidé », loin de la thèse de l'assassinat avancée par son parti qui s'était aussitôt indigné d'un « déni de justice ».

Dans l'est du Congo, « la guerre régionale est déjà là »

afriquexxi/20 mars 2024

Entretien • La tension n'a cessé de monter entre la République démocratique du Congo et le Rwanda ces derniers mois, et la situation humanitaire, à la frontière, est dramatique. Mais quelle est

précisément la situation sur le terrain ? Qui fait quoi, et au nom de quels intérêts ? Au-delà des fantasmes et des exagérations, le chercheur Onesphore Sematumba explique les tenants et les aboutissants de ce conflit meurtrier.

Les président congolais, Félix Tshisekedi, et rwandais, Paul Kagame, se sont rendus tour à tour à Luanda début mars 2024. Ils ont échangé avec le président angolais João Lourenço, médiateur de l'Union africaine dans la guerre dans l'est du Congo. Ils pourraient bientôt se rencontrer directement pour trouver une solution à cette crise. Un accord est urgent : le Mouvement du 23-Mars (M23), une rébellion soutenue par Kigali, se trouve aux portes de Goma, la capitale du Nord-Kivu aux 2 millions d'habitants, et la situation humanitaire est catastrophique. La République démocratique du Congo (RDC) compte près de 7 millions de déplacés internes¹.

République du Congo : Nomination de l'archevêque de Kananga

zenit/2024/03/21

Mgr Félicien Ntambue Kasembe a été nommé le 19 mars 2024

Le 19 mars 2024, le Saint-Père a nommé Mgr Félicien Ntambue Kasembe archevêque métropolitain de Kananga, en République démocratique du Congo. Il était jusqu'à présent évêque de Kabinda et administrateur apostolique du diocèse de Kananga. L'archidiocèse congolais était vacant depuis le 21 décembre 2022, suite au départ à la retraite de Mgr Marcel Madila Basanguka, qui était à la tête de l'archidiocèse depuis décembre 2006. Né en septembre 1970, Mgr Ntambue Kasembe est entré dans la Congrégation du Cœur Immaculé de Marie (CICM) et a prononcé ses vœux perpétuels en 1996. Il a été ordonné prêtre au sein de cette même congrégation en août 2001, après avoir terminé ses études théologiques et philosophiques, et ayant obtenu un master en droit à Louvain, en Belgique. Le nouvel archevêque a exercé les responsabilités suivantes : vicaire paroissial à Kinshasa (2001-2003), secrétaire provincial des Missionnaires de Scheut (2003-2006), conseiller provincial de la C.I.C.M. à Kinshasa (2013-2016) et assistant général de la Congrégation de la CICM (2017-2020). Il a été nommé évêque de Kabinda le 23 juillet 2020, et consacré le 27 septembre suivant.

La RDC de nouveau éligible à l'AGOA pour l'année 2024

radiookapi.net/jeu, 21/03/2024

La République démocratique du Congo est de nouveau éligible, pour l'année 2024, à la loi américaine sur la Croissance et les opportunités en Afrique-(AGOA). L'ambassadrice américaine Lucy Tamlyn a annoncé cette nouvelle au ministre de l'Industrie, Julien Paluku, mercredi 20 mars à Kinshasa, lors d'une rencontre de travail, selon une dépêche de ce ministère.

La loi AGOA permet l'exportation des produits congolais vers les USA sans payer les frais de douane.

L'Administration Biden note des progrès dans l'établissement d'une économie de marché, l'amélioration du climat des affaires de nature à attirer les consommateurs et les investisseurs américains, a souligné la diplomate américaine en RDC, au cours de cette rencontre.

Pour sa part, Julien Paluku a souligné que le volume des échanges vers les USA est faible, soit seulement près de 200 millions de dollars américains par an.

Il a par ce fait lancé un appel au patronat congolais à saisir de cette opportunité pour exporter leurs produits vers les USA.

La RDC a rejoint l'AGOA en décembre 2020, après dix ans de suspension. Ce retour était le fruit des avancées démocratiques et de beaucoup d'autres efforts fournis sur le plan économique, a rappelé le ministre de l'Industrie.

Cette loi a été promulguée en 2000 par l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton. Elle accorde une taxation préférentielle à des milliers de productions de l'Afrique subsaharienne exportées vers les USA.

L'objectif étant de permettre aux pays bénéficiaires d'accroître leurs économies respectives afin qu'ils puissent affronter les défis de la mondialisation et parvenir à une stabilité politique et économique.

Côte d'Ivoire

Djibouti

Djibouti: plainte aux Nations unies contre la détention arbitraire d'un ancien ministre

18/03/2024 /rfi

Trois avocats ont décidé de lancer, ce lundi 18 mars, une procédure d'urgence devant les Nations unies (ONU) afin d'obtenir la libération d'Abdoukarim Aden Cher. L'ancien ministre djiboutien du Budget est détenu depuis deux ans dans l'attente d'un éventuel procès. Il est soupçonné de corruption passive, trafic d'influence, détournements de deniers publics et entrave à la loi.

« *Tout est au point mort et Abdoukarim Aden Cher se trouve dans une situation désespérante.* » Pour Me Hector Bernardini, il y a urgence. L'ancien ministre djiboutien du Budget est en détention depuis mars 2022, « *dans des conditions inhumaines* », dit-il. Or, si dans les premiers temps, il y a bien eu des auditions et des confrontations organisées par le procureur, « *aucun acte d'enquête, aucun acte d'instruction judiciaire n'ont été réalisés depuis plus de 18 mois* », indique Me Bernardini.

L'avocat des barreaux de Paris et New York ainsi que deux de ses confrères ont donc décidé d'agir, d'essayer de faire bouger les lignes, en déposant une « *requête en action urgente* » devant le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH), et précisément son groupe de travail sur la détention arbitraire. Un document dont RFI a obtenu copie.

En principe, ce type de plainte doit permettre d'accélérer le processus. Aussitôt enregistrée, une correspondance diplomatique doit, en théorie, être envoyée à Djibouti. Les trois avocats espèrent ainsi que l'organisation fasse pression sur l'État djiboutien et que le HCDH préconise sa libération

immédiate, la tenue d'un procès équitable et des « *garanties de non répétition* », c'est-à-dire qu'une fois libéré, Abdoukarim Aden Cher ne soit plus victime d'emprisonnement arbitraire.

Égypte

L'Égypte vend des bouts de son territoire pour renflouer ses caisses

le 21-03-2024/lalibre

Les riches États du Golfe contribuent à cette solution, qui inclut aussi des ventes d'actifs, visant à juguler sa grave crise économique et rembourser ses dettes.

Érythrée

Swaziland Eswatini

Le premier ministre d'Eswatini en visite officielle à Taiwan

19/03/2024/taiwaninfo

Le ministre des Affaires étrangères Joseph Wu [吳釗燮] (à d.) a accueilli le 18 mars le premier ministre du royaume d'Eswatini, Russell Dlamini (à g.), et sa délégation à leur arrivée à l'aéroport international de Taoyuan. Cette visite de cinq jours est destinée à faire avancer des projets de coopération stratégiques et à renforcer les liens économiques bilatéraux, indique le ministère des Affaires étrangères.

Éthiopie

Les enfants enlevés d'Éthiopie

radiofrance/lundi 18 mars 2024

Nés en Éthiopie, ils ont été arrachés à leur famille et ont atterri dans des foyers français, comme des milliers d'autres enfants de leur pays. Aujourd'hui adultes, ils ont pu renouer des liens avec leur famille éthiopienne.

Ce sont des histoires marquées par le mensonge et la dissimulation, où se mêlent et s'emmêlent des violences symboliques et physiques, des identités clivées, troublées, brisées. Ils sont nés en Éthiopie, mais ont été enlevés à leurs familles, adoptés par le biais d'une association catholique, les Enfants de Reine de Miséricorde.

Samuel est l'un d'eux. Il arrive en France en 1996 avec ses deux sœurs. Il se rappelle peu de ses parents biologiques, qui meurent dans son enfance. Avant son adoption *via* les Enfants de Reine de Miséricorde, il est placé dans un orphelinat. Il se désole : "*Je n'étais pas préparé à un départ pour la France. On nous a nettoyés comme des voitures pour qu'on soit présentable.*"

Quand il rencontre ses parents adoptifs, catholiques très pratiquants, Samuel reste dans l'incompréhension. Avec ses deux sœurs, il arrive dans le Limousin au sein d'une famille de six enfants, dont deux sont adoptés.

Son quotidien est marqué par l'absence de plaisir : l'éducation est sévère, ponctuée de corrections corporelles. Si Samuel n'a que peu de souvenirs, il se rappelle son inimitié... Il témoigne : "*Ils me dégoutaient un petit peu. Lui avait une barbe qui me révoltait. Je trouvais qu'ils sentaient mauvais, je les trouvais moches et effrayants.*"

Gabon

Gabon: les habitants de Libreville en proie à la canicule et à la montée des eaux

rfi/19/03/2024

La canicule bat son plein au Gabon. Les prévisions météorologiques affichent des températures proches des normales de saison, mais le ressenti, lui, est très différent : la chaleur est perçue de manière plus intense que d'habitude. Malgré ces fortes chaleurs, le gouvernement déconseille la fréquentation des plages, à cause d'un autre phénomène beaucoup plus dangereux, constaté la semaine dernière : la montée des eaux de la mer.

Gambie

Gambie : Vers une dépénalisation de l'excision ? Le parlement étudie une proposition de loi

france24/18/03/2024

Le parlement examine ce lundi un texte de loi qui pourrait de nouveau légaliser l'excision. Une pratique interdite depuis 2015. Et naturellement, ce projet de loi scandalise les défenseurs des droits humains .

Également dans l'actualité, en République démocratique du Congo, le journaliste congolais Stanis Bujakera sera bientôt libre. Il a été condamné ce lundi à 6 mois de prison par le tribunal de grande instance de Kinshasa. Une peine qu'il a déjà purgée. Correspondant de Jeune Afrique, il était accusé d'avoir «fabriqué» un document incriminant le renseignement militaire congolais dans la mort de l'opposant Chérubin Okende.

Pour finir, au Sénégal, l'élection présidentielle est prévue ce dimanche. Et comme il est de coutume, les affiches politiques inondent les rues des grandes villes du pays. Lors des précédents scrutins, les candidats se disputaient chaque panneau publicitaire à Dakar. Mais cette année, d'autres vecteurs de communication semblent avoir été privilégiés.

Ghana

Nouvelle usine de transformation d'anacarde au Ghana

le 18 mars 2024/agridigitale

Implantée dans le district de Banda (nord Ghana), la nouvelle usine de transformation d'anacarde construite par l'entreprise chinoise Cash-U Company en partenariat avec la Bui Power Authority, a été mise en service depuis le 13 mars dernier.

S'étendant sur une dizaine d'hectares, l'usine a une capacité annuelle de traitement de 12000 tonnes de noix de cajou et les produits finis transformés seront exportés sur le marché international.

Pour s'assurer de la disponibilité de la matière première, l'usine dispose elle-même d'une exploitation de plus de 200 hectares d'anacardières et compte aussi, sur les planteurs locaux pour racheter leur production.

Soulignons que l'initiative de cette usine vient des autorités du Ghana grâce au programme "One district –one Factory" (1D1F, Un district, une usine) opérationnel depuis 2016.

Globalement, l'Alliance africaine du cajou (ACA) renseigne que la production moyenne de noix de cajou au Ghana s'évalue annuellement à 130.000 tonnes.

Le principal défi des autorités ghanéennes est de séduire les privés à investir dans la transformation de la noix pour apporter de la valeur ajoutée aux producteurs et générer des devises pour le pays.

Guinée

Morissanda Kouyaté : «Le destin de la Guinée se trouve dans les mains du CNRD...»

africaguinee/19 mars 2024

CONAKRY- C'est une position sans équivoque ! Dans un monde dominé par des luttes d'influence, le ministre guinéen des affaires étrangères a fait une mise au point. Pour le Dr. Morissanda Kouyaté, la Guinée ne sera sous l'influence d'aucune organisation ou puissance étrangère, car son destin se trouve dans les mains du CNRD, du chef de l'Etat et du peuple.

« Nous entretenons des relations de coopération saine, sur la base du respect réciproque, des choix souverains de chaque partie. Nous respectons les choix des autres, à leur tour, ils doivent faire autant. Nous avons souscrit à des organisations, nous respectons nos engagements. Le destin de la Guinée se trouve dans les mains du CNRD, du chef de l'Etat et du peuple de Guinée », a précisé le chef de la diplomatie guinéenne.

Priorité aux guinéens de l'étranger

Dr. Kouyaté qui a repris, lundi 18 mars 2024, son fauteuil pour la troisième fois aux Affaires Étrangères promet que les guinéens établis à l'étranger, restent la priorité de son département. «Comme le dit le chef de l'Etat, un guinéen qui a un problème à l'étranger, c'est toute la Guinée qui est concernée et c'est tout le pays qui va se mobiliser », a-t-il martelé.

Guinée-Bissau

Guinée équatoriale

Kenya

Lesotho

Liberia

Libye

La Libye ferme son poste-frontière avec la Tunisie après des affrontements

19 mars 2024 / voaafrique

La Libye a fermé mardi son principal poste frontalier avec la Tunisie après des affrontements entre groupes armés et forces de sécurité du côté libyen de la frontière, a annoncé le ministère de l'Intérieur à Tripoli.

Le ministère a indiqué dans un communiqué avoir ordonné la "*fermeture immédiate*" du poste-frontière de Ras Jedir "*à la suite d'une attaque menée par des groupes hors-la-loi*" impliqués notamment dans des activités de contrebande "*qu'ils considèrent comme un droit acquis*".

Cette fermeture vise à permettre la "mise en place de dispositions sécuritaires" et à assurer son bon fonctionnement "sous l'autorité de l'État", selon le communiqué.

"Nous ne tolérons plus ce chaos" à Ras Jedir, a averti le ministère, ajoutant que les groupes "hors-la-loi", qu'il n'a pas identifiés, seront "poursuivis en justice et punis sévèrement". Lundi, le ministre de l'Intérieur, Imad Trabelsi, avait chargé la "Force de l'application de la loi", rattachée à son ministère, d'intervenir à Ras Jedir afin de "combattre la contrebande et les abus" et assurer la sécurité des voyageurs.

Selon des médias locaux, des affrontements armés avaient éclaté lundi entre les groupes qui contrôlaient de facto ce poste frontalier et les forces de sécurité envoyées par Tripoli. Situé dans le nord-ouest de la Libye, à quelque 170 kilomètres à l'ouest de Tripoli, Ras Jedir est le principal point de passage entre l'ouest de la Libye et le sud-est de la Tunisie, un territoire qui vit en grande partie du commerce transfrontalier, y compris de contrebande.

Des groupes issus des villes libyennes dans la zone contrôlent depuis des années le poste frontalier qu'ils considèrent comme leur chasse gardée, étant situé dans leur région et qui leur permet de se livrer à un commerce informel très lucratif.

La fermeture de ce poste interrompt le passage des marchandises dans les deux sens mais également le déplacement de nombreux ouvriers tunisiens qui travaillent en Libye et celui des Libyens se rendant en Tunisie, notamment pour s'y faire soigner.

Madagascar

Madagascar: les producteurs de cacao savourent des prix désormais supérieurs à ceux de la vanille

rfi/19/03/2024

À Madagascar, la hausse des prix mondiaux du cacao bénéficie aux producteurs locaux qui voient la valeur de leurs produits désormais supérieure à celle de la vanille. Explications.

Du jamais vu : à [Madagascar](#), le cacao se vend aujourd'hui plus cher que la vanille. Une situation provoquée par la conjoncture mondiale : sur le marché international du cacao, depuis un an, des records de prix sont battus chaque jour. Une situation expliquée en partie par une baisse d'environ 10% de la production mondiale pour l'année en cours.

«Petit poucet»

La fève brune se négocie en effet désormais au-dessus des 7 000 dollars la tonne. Une hausse du prix qui se répercute différemment chez les producteurs en fonction des pays. Sur la Grande île, les agriculteurs tirent leur épingle du jeu.

Sur place, les prix du cacao s'envolent. Avec ses 15 000 tonnes exportées par an, Madagascar fait figure de « petit poucet » au milieu des géants du secteur que sont la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Cameroun, qui alimentent à eux-seuls trois cinquièmes du marché mondial avec leurs trois millions de tonnes produites de cacao.

Mais, à Madagascar : on se frotte les mains. Jamais les agriculteurs n'ont tiré un si bon revenu de cette culture, commente Philippe Fontayne, président du Conseil national du cacao : « *Aujourd'hui, la politique commerciale pratiquée par les pays est très différente. En Afrique de l'Ouest, vous avez une politique de prix dite "bord champs" qui est garantie aux paysans et qui est aujourd'hui fixée à 1 000 francs CFA, soit à peu près 1,5 dollar. Alors qu'à Madagascar, la politique libérale de prix permet au producteur de toucher près de 3 000 francs CFA ou 5 dollars le kilo de fèves de cacao sec.* »

Une belle évolution pour les planteurs qui empochent aujourd'hui 24 000 ariary le kilo – soit environ 4,9 euros – quand ils le vendaient seulement 3 000 en 2017 : environ 0,91 centimes d'euros.

«Cacao fin»

« *Au profit exclusif du paysan malgache* », souligne Philippe Fontayne. « *Et cela, au niveau du Conseil national du cacao nous ne pouvons que nous en féliciter, parce que l'amélioration du revenu du paysan est au cœur de notre politique. Maintenant, le risque, c'est que cette hausse du cours du cacao entraîne une baisse de la consommation au niveau mondial du chocolat. Et pour anticiper les risques de cette baisse de consommation au niveau mondial, et donc une baisse de rémunération de nos producteurs malgaches, nous devons maintenir notre objectif : atteindre 100% de cacao durable pour 100% de cacao fin.* »

À ce jour, la Grande Île est le seul pays d'Afrique à avoir la totalité de sa production labellisée « cacao fin ». Une vraie fierté.

Malawi

Mali

Mali : 753 morts dans 253 attaques en 2023 (rapport)

apanews/19 mars 2024

Comme chaque année depuis 2012, l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) a publié la onzième édition de l'Indice mondial du terrorisme (GTI). C'est un document qui fournit un résumé complet des principales tendances et modèles mondiaux du terrorisme. Cette année encore, le Mali figure dans la liste des 10 pays les plus impactés par le terrorisme.

Selon ce rapport, les décès dus au terrorisme au Mali ont diminué en 2023. Ainsi, le Mali a enregistré 753 morts suite à 253 attaques survenues en 2023. Ce qui représente une baisse de 7% des attaques et une baisse de 20% des décès par rapport à l'année précédente.

Malgré la baisse des niveaux de terrorisme, les extrémistes continuent d'exploiter l'instabilité actuelle au Mali. Le pays peine encore à rétablir l'ordre constitutionnel interrompu depuis août 2020 suite à un putsch militaire. Cette situation a aussi précipité le départ des troupes internationales déployées au Mali depuis 2013 comme l'opération militaire française Barkhane et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Contrairement à la plupart des autres pays de la région du Sahel, davantage de décès sont survenus dans les attaques ciblant les civils plutôt que les militaires (45% contre 35%). On remarque aussi que la frontière du Mali avec le Burkina Faso et le Niger continue d'être la zone la plus touchée par le terrorisme, avec 60% d'attaques survenues dans cette région.

Cependant, le terrorisme semble se propager vers les provinces de l'Ouest du Mali, avec des décès dans les régions de Koulikoro, Kayes et Ségou. La région de Gao, qui partage une frontière avec le Niger et le Burkina Faso, a connu le plus de décès en 2023 avec 255, même si cela représente près

de la moitié des décès enregistrés dans la région en 2022. Les décès à Mopti ont reflété cette légère baisse passant de 311 à 235 en 2023.

Le rapport souligne aussi que les Forces armées maliennes et leurs partenaires russes maintiennent une présence dans les régions de l'Ouest du pays comme Koulikoro et Ségou. Toutefois, la violence augmente dans ces zones.

Par ailleurs, la principale filiale d'Al-Qaïda au Sahel, le JNIM continue d'être le groupe terroriste le plus important au Mali causant des décès qui ont plus que doublé en 2023. L'année dernière a vu également le plus grand nombre d'attaques et de décès causés par le JNIM jamais enregistré au Mali, avec 76 attaques et 263 morts.

Comme l'activité du JNIM au Mali a augmenté, celle de l'Etat islamique (EI) a diminué, avec des attaques et des décès en baisse d'un tiers et de 42% respectivement en 2023.

Cependant, 47% du total des décès au Mali de l'année dernière ont été causés par des groupes djihadistes indéterminés, qui sont susceptibles d'être des attaques non revendiquées par le JNIM ou l'EI. Les attaques visant le personnel militaire représentaient près de 56% du total des décès du JNIM au Mali en 2023.

Les attaques armées impliquant des armes à feu étaient la tactique privilégiée du JNIM en 2023, représentant 67% de ses attaques menées durant cette année au Mali. Malgré des améliorations en cours, le Mali continue de faire face à une menace importante du terrorisme. Le rapport note que « le coup d'État militaire de 2021 et l'implication ultérieure de mercenaires russes de Wagner ont exacerbé les tensions entre le Mali et la communauté internationale » dont la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest États (Cédéao). L'organisation sous-régionale continue de plaider pour un retour à l'ordre constitutionnel au Mali.

En septembre 2023, le Mali a formé l'Alliance des États du Sahel (AES) avec le Burkina Faso et le Niger pour renforcer la sécurité, la coopération politique et économique.

Maroc

Maurice

Mauritanie

Mozambique

Namibie

La Namibie et la SADC veulent mieux gérer les flux commerciaux

lobservateur.info/19/03/2024

La Namibie et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) viennent de valider le projet de stratégie nationale de gestion coordonnée des frontières (CBM).

Il s'agit de mettre en place une approche coordonnée entre les agences de contrôle des frontières pour assurer une plus grande efficacité dans la gestion des flux commerciaux, tout en satisfaisant aux exigences de conformité et aux intérêts de sécurité nationale.

Cette stratégie permettra à la Namibie de simplifier et d'harmoniser les documents commerciaux et les procédures aux frontières.

Le but est d'améliorer la prévisibilité des procédures de contrôle basées sur la gestion des risques des agences frontalières.

Niger

Nigeria

Ouganda

Soigner les plaies de la guerre civile en Ouganda

mardi 19 mars 2024/lecourrier

Dans le nord de l'Ouganda, des conseillers soulagent les traumatismes causés par un conflit armé qui a duré vingt ans, avec l'appui de l'ONG suisse Omoana.

Ouganda: Le président Yoweri Museveni nomme son fils, Muhoozi Kainerugaba, à la tête des forces armées du pays

22.03.2024/aa.com.tr

- Le général Muhoozi Kainerugaba, 49 ans, est pressenti par des observateurs pour succéder à son père, âgé de 79 ans, à la présidence de l'Ouganda.

Le président ougandais Yoweri Museveni a nommé son fils Muhoozi Kainerugaba à la tête des forces armées du pays, a annoncé le ministère de la Défense dans un communiqué rendu public jeudi soir, repris par plusieurs médias étrangers.

Le général Muhoozi Kainerugaba, 49 ans est pressenti par des observateurs pour succéder à son père, âgé de 79 ans, à la présidence de l'Ouganda.

Habitué des messages polémiques sur les réseaux sociaux, Muhoozi Kainerugaba avait annoncé l'année dernière sur X, sa candidature à l'élection présidentielle de 2026, avant de supprimer sa publication.

Fils unique du président Yoweri Museveni, Muhoozi Kainerugaba avait également menacé en 2022 d'envahir le Kenya dans un message posté sur X, avant que son père ne lui demande de ne plus partager de messages sur les affaires de l'Ouganda.

Il avait affiché maintes fois son soutien à Moscou. "Appellez-moi 'poutiniste' si vous voulez, nous l'Ouganda, devrions envoyer des soldats pour défendre Moscou si jamais elle était menacée par les impérialistes", avait-il écrit sur son compte X, selon TV5 monde.

Yoweri Museveni, dirige l'Ouganda depuis 1986, il avait obtenu un sixième mandat en 2021 et pourrait de nouveau se porter candidat en 2026.

Rwanda

Euroviews. Tribune : "Ce projet de loi sur le Rwanda est cruel et inhumain "

euronews/2024/03/18

Sepideh Sahar et Angela McLeary écrivent : "Nous voulons que le gouvernement mette fin à ce cruel programme anti-réfugiés et reconstruise un système d'asile accueillant et compatissant".

Nous savons ce que c'est que de devoir brutalement quitter son domicile contre son gré. De se rendre dans un nouveau pays et d'essayer de reconstruire sa vie.

Et nous savons que le cruel accord "argent contre humains" ("cash for humans") conclu par le gouvernement britannique avec le Rwanda (un arrangement politique visant à envoyer les demandeurs d'asile du Royaume-Uni au Rwanda pour que leurs demandes y soient examinées et approuvées, NDT) n'empêchera pas les gens d'entreprendre des voyages dangereux pour trouver la sécurité au Royaume-Uni.

Nous faisons partie d'un groupe de personnes ayant vécu l'expérience du système d'immigration et d'asile britannique - certains d'entre nous sont des survivants de la torture, d'autres des réfugiés, et d'autres encore sont sur liste d'attente et tentent toujours de trouver la sécurité.

Mais nous avons tous une vie, une famille, un rôle et du respect dans nos pays d'origine, et nous pouvons vous dire que les personnes qui cherchent la sécurité méritent d'être traitées avec dignité et respect.

L'horrible réalité du plan du gouvernement est que faire décoller des avions pour le Rwanda signifie envoyer des gens à des milliers de kilomètres - des gens qui ont fui les pires horreurs - dans un pays qui n'est pas sûr pour eux.

Avant même que les avions ne décollent, cette politique inflige un profond préjudice psychologique à notre communauté - sachant qu'à tout moment, des personnes comme nous pourraient être envoyées dans un pays reconnu pour ses graves violations des droits de l'homme.

La RDC s'oppose à une nouvelle aide de l'UE au Rwanda en opération anti-jihadistes au Mozambique

23/03/2024/rfi

La RDC pointe du doigt la responsabilité du Rwanda dans la crise du M23 et en dénonçant une politique européenne trop conciliante envers Kigali.

Bruxelles pourrait débloquer de nouveaux fonds pour soutenir les opérations de l'armée rwandaise contre les jihadistes d'Ansar Al-Sunna au Cabo Delgado (dans le nord du Mozambique). Une enveloppe prévue dans le cadre du mécanisme de Facilité européenne pour la paix doit être discutée entre représentants des 27 dans les prochaines semaines.

Mais pour Kinshasa, cette nouvelle aide représenterait « *une ligne rouge* ». Le mois dernier, la signature d'un accord de coopération entre l'UE et le **Rwanda** sur les minerais critiques avait déjà suscité la colère de la **RDC**, qui accuse son voisin de piller son sous-sol. L'octroi de nouveaux financements à l'armée rwandaise serait donc « *un soutien à une force accusée d'être impliquée dans le conflit dans le Nord-Kivu* » et « *un signe de plus de la connivence de Bruxelles avec Kigali* » estime une source proche de la présidence congolaise.

De son côté, Bruxelles a récemment condamné le soutien de Kigali au M23 et assure par la voie d'un porte-parole que ce type d'aide n'a pas vocation à renforcer les capacités générales de l'armée rwandaise, mais seulement à stabiliser le nord du Mozambique. La Rwanda Defence Force y sécurise notamment une zone où TotalEnergies attend de reprendre officiellement ses activités sur un **méga-projet de gaz naturel liquéfié**, suspendu en 2021 à cause d'attaques jihadistes.

Une première enveloppe de vingt millions d'euros destinée au transport des troupes rwandaises et à l'achat de matériel logistique avait été débloquée par Bruxelles en 2022. Aujourd'hui, la France ou encore le Portugal soutiennent le principe d'une deuxième tranche tandis que la Belgique et l'Espagne sont plus réticentes selon des sources diplomatiques.

De son côté, le directeur du bureau Europe de Human Rights Watch, Philippe Dam, appelle l'Union européenne à contrôler de manière transparente et crédible l'utilisation de son premier financement avant d'en accorder un autre. L'ONG estime que la nomination, l'été dernier, du général Alex Kagame à la tête du contingent rwandais au Cabo Delgado aurait dû être un signal d'alarme, puisqu'il est accusé par des experts de l'ONU d'avoir dirigé des opérations dans l'est de la RDC en 2022.

São Tomé-et-Principe

Sénégal

Présidentielle au Sénégal : Bassirou Diomaye Faye, vainqueur dès le premier tour, « paraissait le mieux placé pour incarner la rupture »

SOURCE : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/03/25/presidentielle-au-senegal-bassirou-diomaye-faye-vainqueur-des-le-premier-tour-paraisait-le-mieux-place-pour-incarner-la-rupture_6224103_3212.html

Élection présidentielle au Sénégal : une campagne électorale animée

france24/19/03/24

Dernière ligne droite pour les 19 candidats à la présidentielle au Sénégal, dont le scrutin se tiendra ce dimanche 24 mars. À trois jours du vote, les candidats sillonnent les régions à la rencontre des électeurs.

Également dans l'actualité, en [Guinée](#), les acteurs politiques et de la société civile s'opposent catégoriquement à un glissement du calendrier de la transition en cours. Ce mardi devant la presse, les leaders ont demandé le respect des deux ans de transition prévu dans l'accord signé entre les militaires au pouvoir et la [Cédéao](#).

Enfin, en [RD Congo](#), une question : comment lutter contre les discours de haine sur les réseaux sociaux ? C'est pour répondre à cette question qu'un réseau de politologues congolais a lancé début mars "le politoscope", un outil de surveillance et de sensibilisation sur la cyber violence verbale. Journaliste à Kinshasa pour l'agence Reuters, Ange Kasongo Adihe est l'invitée du journal de l'Afrique. Elle est auteure du livre "Balobaki" dans lequel elle scrute le phénomène d'infox sur les réseaux sociaux, notamment en période électorale.

Seychelles

Sierra Leone

Somalie

L'UNICEF lance un appel de fonds d'un montant de 189 millions de dollars pour aider les enfants somaliens

al24news/20/04/2024

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué mardi avoir lancé un appel de fonds d'un montant de 189,1 millions de dollars américains pour renforcer sa réponse aux enfants déplacés et aux familles vulnérables en Somalie en 2024.

L'UNICEF a fait savoir que les donateurs avaient fourni 4,9 millions de dollars en février pour la prévention, l'atténuation et la réponse au choléra et à la malnutrition, l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement, la protection des enfants, l'éducation dans les situations d'urgence, la vaccination, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, et la responsabilité envers les populations affectées.

« Alors que la concurrence pour les ressources humanitaires augmente de façon exponentielle dans le monde, d'autres discussions sont en cours sur l'amélioration des approches de collecte de fonds et l'augmentation des investissements pour des interventions à faible coût et à fort impact, ainsi que pour des initiatives de renforcement de la résilience », a écrit l'UNICEF dans un rapport publié dans la capitale somalienne Mogadiscio.

Selon l'UNICEF, les enfants de Somalie courent un risque élevé d'inondations intenses, y compris des crues soudaines et des inondations fluviales, pendant la première partie de la saison des pluies Gu de 2024 (de mars à début avril), alors que le phénomène El Nino devrait persister.

Soudan

Au Tchad, les camps de réfugiés sont surpeuplés en raison de la guerre au Soudan: "Le monde détourne le regard..."

lalibre/2024/03/19

Au Soudan, une violente lutte oppose depuis dix mois l'armée gouvernementale au groupe paramilitaire Forces de soutien rapide (RSF). La capitale, Khartoum, est assiégée, les RSF gagnent du terrain partout. Dans la région occidentale du Darfour, la violence atteint des proportions génocidaires. Un demi-million de Soudanais ont traversé la frontière pour se rendre au Tchad, où ils luttent quotidiennement pour leur survie. Les ONG sonnent l'alarme.

Soudan du Sud

Soudan du Sud. La canicule atteint l'insupportable

lobservateur/19/03/2024

Le Soudan du Sud est particulièrement exposé au changement climatique, avec des épisodes de sécheresse mais aussi de pluies de plus en plus extrêmes. Les températures ont atteint 45 °C. Des cas de décès ont été signalés.

Tanzanie

Tanzanie. Les perspectives économiques s'annoncent bonnes

lobservateur/18/03/2024

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Tanzanie devrait progresser de 5,4% en 2024 contre 5,2% en 2023, a annoncé le ministre des Finances Mwigulu Nchemba

Selon Mwigulu Nchemba, le budget augmentera de 11,2%, passant à 49,3 billions de shillings contre 44,4 billions de shillings lors de l'exercice en cours, ajoutant que ce budget sera notamment consacrée au service de la dette du gouvernement, au paiement des salaires des fonctionnaires, aux élections locales de cette année, aux préparatifs des élections générales de 2025 et au paiement des arriérés dus aux entrepreneurs et aux prestataires de services.

Par ailleurs, le gouvernement réservera également des fonds pour la réhabilitation des stades existants et la construction de nouveaux stades dans le cadre des préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations 2027, que la Tanzanie accueille conjointement avec le Kenya et l'Ouganda.

En outre, selon le ministre, le gouvernement continuera de contrôler le taux d'inflation, en veillant à le maintenir entre 3% et 5% à moyen terme.

L'homme le plus riche de Tanzanie aspire à devenir le plus grand agriculteur d'Afrique

forbes.fr/18/03/2024

Le magnat Mohammed Dewji a bâti sa fortune en Afrique de l'Est en commercialisant de l'huile de palme, des cordes et des sodas. Aujourd'hui, il a pour ambition de faire de la Tanzanie une puissance dominante dans le secteur agro-industriel.

Un article de John Hyatt pour Forbes US – traduit par Lisa Deleforterie

Depuis sa luxueuse résidence à Dubaï, Mohammed Dewji dévoile son ambition de métamorphoser l'industrie agricole en Afrique. « Je veux faire de l'Afrique, à long terme, un grenier alimentaire pour le monde », déclare le milliardaire de 48 ans, natif de Tanzanie et imprégné de son essence. En toile de fond, une photo encadrée évoque la beauté de Zanzibar et de ses plages luxuriantes au sable blanc, symbole de son attachement à la terre africaine. « Pourquoi diable n'investissons-nous pas dans l'agriculture ? », se questionne-t-il.

M. Dewji est une figure emblématique en Tanzanie, le cinquième plus grand pays d'Afrique, avec une population de 70 millions d'habitants. En tant que propriétaire d'une équipe de football et ancien homme politique, il exerce un contrôle sur diverses entreprises à travers son conglomérat MeTL Group, spécialisé dans les biens de consommation. Ce dernier comprend des usines textiles, des raffineries d'huiles alimentaires, ainsi que la marque de boissons gazeuses Mo Cola, portant son nom. MeTL cultive déjà des produits tels que le thé, les avocats et le sisal (une fibre naturelle utilisée dans la fabrication de cordes) et ces activités sont intégrées verticalement dans ses autres entreprises.

La Tanzanie produit le premier avion civil africain

le 21 mars 2024/la1ere.francetvinfo

La Tanzanie produit le premier avion civil africain La Tanzanie est toute fière de présenter son premier avion fabriqué en série dans le pays. Il s'agit d'un petit monomoteur pouvant transporter 4 personnes, pilote compris.

Les trois premiers Skyleaders flambant neufs sont sortis d'usine trois ans après le début des travaux. L'usine s'est implantée en 2021 à Morogoro, une petite ville de l'intérieur des terres. Un premier prototype avait été exposé lors d'un salon industriel l'an dernier, mais là il s'agit des trois premiers exemplaires finis, prêts à voler, dès que les autorisations de l'aviation civile seront accordées.

Le Skyleader est destiné aux voyages d'affaires, ou avion-taxi pour les touristes. Dans une version à deux places, il peut servir à l'épandage agricole. Les constructeurs tanzaniens et tchèques qui l'ont conçu assurent qu'il sera vendu à un prix abordable, « pas plus cher qu'une voiture haut-gamme » promettent-ils.

C'est le premier avion africain civil. Il y a dix ans, l'Afrique du Sud avait déjà produit un appareil militaire de reconnaissance.

Tchad

Togo

La succès de la culture de la noix de cajou au Togo

voaafrique / 19/03/2024

Au Togo, la culture de la noix de cajou connaît une certaine embellie. Les productions ont atteint près de 40 000 tonnes en 2023. Une hausse de plus de 120% sur une décennie. Cependant, beaucoup de défis sont à surmonter par les acteurs pour un meilleur développement de la filière.

Tunisie

Tunisie : 34 migrants portés disparus et deux retrouvés morts

Infomigrants/18/03/2024

Trente-quatre migrants sont portés disparus et deux ont été retrouvés morts au large de la Tunisie vendredi, ont annoncé les autorités. Trente-quatre autres ont pu être secourus après le naufrage de leur embarcation, en route vers les côtes italiennes.

Les traversées de la Méditerranée continuent d'être meurtrières. Vendredi 15 mars, la Garde nationale tunisienne a annoncé dans un communiqué la disparition de 34 migrants en route vers l'Europe et la découverte de deux corps. Trente-quatre autres personnes ont quant à elles pu être secourues après le naufrage de leur canot.

"Les navires de la Garde nationale à Zarzis (sud-est de la Tunisie) ont pu intercepter une tentative de franchissement de la frontière maritime, sauvant 34 passagers de différentes nationalités et récupérant deux corps", peut-on lire dans le communiqué.

Au total, 70 personnes avaient pris place dans l'embarcation, partie d'un "pays voisin", terme généralement utilisé par les autorités tunisiennes pour qualifier la Libye.

Plus d'un millier d'interceptions en deux jours

Ces dernières semaines, la Tunisie a porté secours à plusieurs canots qui avaient pris la mer depuis la Libye. À chaque fois, on dénombre des cadavres ou des disparus. Le 9 mars, les corps de cinq exilés ont été récupérés au large de Zarzis, tandis que 24 autres ont été secourus. Le 15 février, neuf

migrants sont décédés par asphyxie dans leur embarcation et une quarantaine ont été pris en charge par la Garde nationale.

Ces deux embarcations avaient quitté les rives libyennes quelques jours auparavant. Les bateaux surchargés et en mauvais état dérivent dans une mer agitée, tombent en panne ou se perdent en Méditerranée.

Mais les autorités tunisiennes font également face à de nombreux départs depuis leurs côtes, de ressortissants subsahariens et tunisiens. Ce week-end, plus d'un millier d'exilés ont été récupérés en mer par les forces tunisiennes, près de Sfax (est du pays) : samedi, 544 migrants ont été interceptés lors de 14 opérations et 538 dans 21 opérations le lendemain. Par ailleurs, un cadavre a été récupéré dimanche.

L'an dernier, pas moins de 1 313 personnes parties des côtes tunisiennes ont disparu ou sont mortes en mer Méditerranée, selon les chiffres du Forum tunisien des droits économiques et sociaux. Un nombre jamais atteint jusqu'ici.

Au moins deux tiers d'entre eux étaient originaires d'Afrique subsaharienne. Ce funeste bilan "équivalait à peu près à [la moitié des morts ou disparus en Méditerranée](#)" de 2023, a précisé Islem Ghaarbi de l'ONG tunisienne.

Au total cette même année, l'Organisation internationale pour les migrations a en effet dénombré 2 498 personnes mortes ou disparues en tentant de traverser la Méditerranée centrale, soit une augmentation de 75% par rapport à 2022. Et depuis janvier, on compte déjà 322 décès sur cette route migratoire, une des plus dangereuses au monde.

Zambie

Zimbabwe

Tabac : L'avenir incertain d'une culture controversée au Zimbabwe

19/03/2024/voaafrique

Les autorités du Zimbabwe, premier producteur de tabac en Afrique, fondent l'espoir sur la récolte de cette année afin de donner un coup de pouce à l'économie du pays, qui est en difficulté. Cependant, la demande n'est plus aussi forte que par le passé, et les appels se multiplient pour que le Zimbabwe abandonne la culture du tabac en raison de problèmes de santé.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 25 mars 2024